

Le jamais-vu vaudois est presque une routine à Genève



Le Grand Conseil vaudois est mis sous pression par les manifestations de la fonction publique. (LAUSANNE, 9 DÉCEMBRE 2025/CYRIL ZINGARO/KEYSTONE)

BUDGETS CANTONAUX Sous pression, les députés vaudois tentent depuis de longues semaines de s'accorder pour ne pas commencer 2026 sans nouveau budget, une première depuis le début du siècle. En habitués, les élus genevois semblent, eux, s'y résoudre, la copie du gouvernement ayant été recalée hier

THÉO ALLEGREZZA ET RAPHAËL JOTTERAND

Les jours du budget 2026 du canton de Vaud sont comptés. Il ne reste plus que deux séances – les 16 et 17 décembre – aux parlementaires mis sous pression par les manifestations de la fonction publique pour trouver une majorité. Au train où se déroulent les débats, c'est compromis. A défaut d'un vote final dans les temps, le canton commencera l'année sur la base du budget 2025. Une première depuis le début du siècle.

«Il y a urgence. Je n'ai jamais vécu ça, alors que c'est mon dix-neuvième budget», souffle le PLR Marc-Olivier Buffat. «Quand on se trouve dans une situation de crise, il faut avoir le courage de bosser jusqu'à 22h et de mettre des priorités. On ne peut pas se permettre de continuer ce petit train-train alors qu'il y a 20 000 personnes dans la rue», ajoute-t-il.

Pas de «shutdown» à l'américaine

Ce sentiment d'urgence ne s'est manifestement pas répandu au-delà de la Versoix. Jeudi à Genève, les députés ont exécuté sans autre forme de procès la copie de leur gouvernement, largement déficitaire elle aussi (770 millions de francs, contre 330 millions de francs pour Vaud). Malgré une dizaine de séances de travail en commission, le parlement n'a pas voté l'entrée en matière, soumettant l'Etat aux douzièmes provisoires en 2026, mécanisme

consistant à reconduire aussi le budget 2025, mais mois après mois – une spécificité genevoise héritée du Code Napoléon.

Directeur de l'Idheap, Nils Soguel supervise une étude qui s'intéresse au vote des budgets cantonaux ces trente dernières années en Suisse. Durant cette période, Genève a dû recourir aux douzièmes provisoires à quatre reprises (2004, 2013, 2016, 2022), palme nationale. «Le taux d'acceptabilité d'un budget est d'autant plus faible que la polarisation est forte au sein du parlement, ce qui est le cas à Genève. On remarque aussi que la taille de la population joue un rôle», détaille Nils Soguel. Pour preuve: le budget de Zurich a aussi été recalé à trois reprises.

Une situation inédite pour Vaud – et 15 autres cantons suisses. Est-ce la raison de cette fébrilité qui gagne le parlement vaudois? «Il y a un phénomène d'apprentissage de la transgression, pourrait-on dire. Ces vingt dernières années, la population vaudoise, sa fonction publique et ses députés se sont habitués à ce que les caisses soient pleines et que les revendications soient presque automatiquement acceptées. Et tout d'un coup, la mécanique se grippe», observe Nils Soguel, faisant allusion au choc des comptes 2024. Pour autant, le professeur ordinaire de finances publiques relativise: «En Suisse, même si le budget n'est pas accepté, les salaires des fonctionnaires sont payés et les musées restent ouverts. On est loin d'un shutdown à l'américaine.»

Faute de précédent, le gouvernement vaudois peine à déterminer sa marge de manœuvre en cas d'échec. L'enveloppe votée pour 2025 devra être respectée, exception faite des dépenses obligatoires qui s'inscrivent dans un

cadre légal, comme les subsides d'assurance maladie – ce qu'on appelle «les charges contraintes» au bout du Léman. «De nombreuses questions se poseraient sur ce qu'il serait possible d'engager et qu'il s'agirait d'examiner probablement au cas par cas», fait-on savoir au Département des finances.

Film rejoué ce printemps

En 2019 et en 2023 à Genève, le budget avait été sauvé de justesse – avec à chaque fois un ralliement du MCG à la gauche in extremis. C'est précisément le scénario qui s'est produit en début de semaine à l'échelon de la ville de Genève, en dépit d'un déficit important. Mais rien de tel à attendre cette fois-ci au Grand Conseil. La droite parlementaire s'est montrée inflexible: elle ne tolérera pas un déficit au-delà de 100 millions de francs.

«L'absence de budget aura des conséquences», affirme la socialiste Caroline Marti. Au-delà des charges contraintes, l'Etat sera dans l'incapacité de financer de nouvelles prestations. «Comme des enseignants supplémentaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves», cite la députée. Unique possibilité: soumettre un crédit complémentaire à la Commission des finances, mais le Conseil d'Etat a essuyé des refus lorsqu'il a tenté l'exercice cet automne.

Sans vote du budget, le gouvernement genevois est tenu de retourner devant le Grand Conseil avant le 31 mars 2026 avec une nouvelle proposition. Il a également promis de présenter un plan de redressement pluriannuel sur la base du travail d'un groupe d'experts chargés d'identifier 500 millions de francs d'économies. L'automne social risque bien de s'étirer jusqu'au printemps. ■